

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
In-Service Support Marine / Soutien en Service Maritime
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
6C2
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet DDR - L'élimination des navires	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-156420/A	Date 2014-10-20
Client Reference No. - N° de référence du client W8482-156420	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$ISM-010-24743
File No. - N° de dossier 010ism.W8482-156420	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-12-01	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Passmore, Russ	Buyer Id - Id de l'acheteur 010ism
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1209 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8482-156420/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

010ismW8482-156420

Buyer ID - Id de l'acheteur

010ism

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8482-156420

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Demande de renseignements

Cette DDR constitue un document consultatif visant uniquement à obtenir les observations de l'industrie sur son contenu.

Le DDR est joint en document séparé.

La présente demande ne constitue pas une demande de soumissions et elle ne présente aucun engagement quant aux achats ou aux contrats futurs.

But et contenu de la présente demande de renseignements

Il s'agit d'une demande de renseignements (DDR) concernant les besoins relatifs à la mise hors service, de manière sécuritaire, des navires de la Marine royale canadienne ayant atteint la fin de leur durée de vie opérationnelle. Cette DDR est un document rédigé dans le but d'établir un dialogue avec l'industrie et d'obtenir ses commentaires. Elle se compose des parties énumérées ci-dessous :

- PARTIE I **Processus de demande de renseignements** : Information sur l'objectif de la demande de renseignements et sur la procédure à suivre pour y répondre;
- PARTIE II **Questions destinées à l'industrie** : Les questions auxquelles l'industrie est invitée à répondre dans le cadre de la présente demande de renseignements;
- PARTIE III **Besoins prévus** : Cette partie décrit les besoins qui ont été recensés à ce jour;
- PARTIE IV **Réponses à la DDR** : Information demandée pour permettre d'évaluer les capacités de l'industrie.

PARTIE I

Processus de demande de renseignements

1. OBJECTIF DE LA DDR

L'objectif de la présente DDR est de donner à l'industrie l'occasion d'évaluer et de commenter dès maintenant les besoins décrits, tout en réduisant le nombre des questions qui pourraient être soulevées lorsqu'une demande de propositions sera publiée.

2. CONTEXTE

La Marine royale canadienne a annoncé la prochaine mise hors service de quatre navires ayant atteint la fin de leur durée de vie opérationnelle. Il s'agit des Navires canadiens de Sa Majesté (NCSM) *Protecteur* et *Preserver*, de deux pétroliers ravitailleurs d'escadre (AOR) de la classe *Protecteur*, ainsi que des deux navires lance-missiles de la classe *Iroquois*, les NCSM *Iroquois* et *Algonquin*. Attendue depuis un certain temps, la mise hors service de ces navires constitue une étape du processus de mise en service de nouveaux navires et de nouvelles capacités dans la cadre de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale (SNACN).

3. NATURE DE LA DDR

Cette DDR constitue un document consultatif visant uniquement à obtenir les observations de l'industrie sur son contenu. Il ne s'agit pas d'une demande de soumissions.

Comme elle ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat, les éventuels fournisseurs des biens ou services décrits dans cette DDR ne doivent pas réserver des stocks ou des installations ni affecter des ressources en fonction des renseignements présentés dans la DDR. Étant donné que cette dernière ne donnera pas lieu non plus à l'établissement d'une liste de fournisseurs, le fait de répondre à cette DDR n'empêchera pas un éventuel fournisseur de participer aux processus d'approvisionnement ultérieurs. De plus, la présente DDR n'entraînera pas nécessairement l'achat des biens et des services qui y sont décrits. Cette DDR ne doit pas être considérée comme une autorisation de TPSGC de mettre quoi que ce soit en œuvre qui pourrait entraîner des coûts pour le Ministère.

4. NATURE ET FORMAT DES RÉPONSES DEMANDÉES

Les répondants sont invités à faire part de leurs commentaires et de leurs préoccupations et à formuler, le cas échéant, d'autres recommandations sur la façon de satisfaire aux besoins et aux objectifs décrits dans cette DDR. Ils doivent veiller à expliquer les hypothèses émises dans leurs réponses. La DDR vise à :

- se faire une idée plus précise des capacités et des compétences de l'industrie en ce qui a trait à la mise hors service, de manière sécuritaire, de navires de grande taille;
- recenser les contraintes posées par le projet de traitement des navires;
- dresser une liste exhaustive des questions environnementales à prendre en compte;
- établir une liste exhaustive des renseignements à fournir à un entrepreneur pour que celui-ci soit en mesure de mettre hors service les navires de manière efficace et sécuritaire.

5. COÛTS LIÉS AUX RÉPONSES

Le CANADA ne remboursera pas les dépenses engagées par les répondants pour répondre à cette DDR.

6. TRAITEMENT DES RÉPONSES

a) Utilisation des réponses : Les réponses ne seront pas soumises à une évaluation formelle. Toutefois, les réponses reçues pourront éventuellement être utilisées par le CANADA en vue de modifier les stratégies d'approvisionnement ou les documents provisoires relatifs à la présente DDR. Le CANADA examinera toutes les réponses reçues à la date de clôture de la présente DDR. Cependant, s'il le juge opportun, il pourra examiner les réponses reçues après la date de clôture de la DDR.

b) Équipe d'évaluation : Une équipe d'évaluation composée de représentants du gouvernement canadien examinera les réponses reçues.

Le CANADA se réservera le droit de faire appel, s'il le juge nécessaire, à des experts-conseils indépendants ou à des employés du gouvernement pour évaluer les réponses. Les réponses ne seront pas nécessairement examinées par l'ensemble des membres de l'équipe d'évaluation.

c) Confidentialité : Les répondants doivent indiquer clairement les éléments de leur réponse qu'ils jugent de nature exclusive ou confidentielle. Le CANADA considérera ces éléments comme étant confidentiels, dans les limites de la *Loi sur l'accès à l'information*.

d) Suivi : Le CANADA pourra, à sa discrétion, communiquer avec les répondants pour leur poser des questions supplémentaires ou obtenir des clarifications sur les réponses fournies. Le CANADA pourra également publier d'autres DDR dans le cadre du présent projet.

7. LANGUES OFFICIELLES

Les réponses à cette DDR devront être formulées dans une des langues officielles du CANADA, c'est-à-dire en anglais ou en français.

8. CONTENU DE LA DDR

La PARTIE III – Besoins prévus de la présente DDR est susceptible de constituer la clé de voûte de l'énoncé des travaux relatifs à la mise hors service des navires lance-missiles de la classe *Iroquois* et des pétroliers ravitailleurs d'escadre (AOR) de la classe *Protecteur*. Le présent document n'est pas définitif, si bien que les répondants ne doivent pas présumer que les besoins qui seront décrits dans les demandes de soumissions formulées par le CANADA seront identiques à ceux décrits ici.

9. PRÉSENTATION DES RÉPONSES

- a) Page couverture : Si la réponse est donnée en plusieurs volumes, les répondants sont priés d'indiquer sur la page de couverture de chaque volume le titre de la réponse, le numéro de la demande, le numéro du document et leur raison sociale complète.
- b) Page de titre : La première page de chaque volume de la réponse, qui suit la page de couverture, doit être la page de titre et celle-ci doit contenir :
 - i. le titre de la réponse du répondant et le numéro du volume;
 - ii. le nom et l'adresse du répondant;
 - iii. le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne-ressource désignée par le répondant;
 - iv. la date;
 - v. le numéro de la DDR.
- c) Système de numérotation : Les répondants sont priés d'utiliser dans leur réponse un système de numérotation correspondant à celui de la présente DDR. Les références à des documents descriptifs, à des manuels techniques et à des brochures accompagnant la réponse doivent respecter ce même système.

- d) Nombre d'exemplaires : Le CANADA demande aux répondants de transmettre leur réponse dans un document PDF non protégé (c.-à-d. sans mot de passe) qu'ils enverront par courrier électronique à l'adresse russ.passmore@pwgsc, si le poids du document est inférieur à 6 Mo.

Si le poids du document est supérieur, les répondants sont priés d'enregistrer un exemplaire de leur document PDF (version 2003 ou ultérieure) sur 3 disques compacts (CD-R) ou 3 vidéodisques numériques (DVD-R) et de les envoyer par la poste à l'adresse indiquée à la section 10 ci-dessous.

10. DEMANDES D'INFORMATION ET TRANSMISSION DES RÉPONSES

Comme il ne s'agit pas d'une invitation à soumissionner, le CANADA ne répondra pas nécessairement par écrit à toutes les demandes d'information ni ne distribuera forcément les réponses à tous les fournisseurs éventuels. Toutefois, les répondants qui ont des questions relatives à la présente DDR peuvent les envoyer par la poste ou par courrier électronique à la personne suivante :

Russ Passmore

Chef d'équipe d'approvisionnement
Direction des systèmes maritimes
Travaux publics et services gouvernementaux CANADA
Place du Portage III – 6C2-26
11, rue Laurier
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Tél. : 819-956-1209 Cell. : 613-316-3751
russ.passmore@tpsgc.gc.ca

Date et adresse d'envoi des réponses : Les fournisseurs intéressés ont jusqu'au 1^{er} décembre 2014 pour transmettre leurs réponses à l'autorité contractante dont le nom est indiqué à la section 10.

Responsabilité relative au respect des délais prescrits : Il incombe aux répondants de veiller à transmettre leur réponse à la bonne adresse et dans les délais prescrits.

Identification des réponses : Les répondants doivent veiller à ce que leur nom, leur adresse, le numéro de la demande et la date de clôture figurent lisiblement sur l'enveloppe contenant la réponse.

Renvoi des réponses : Les réponses à la présente DDR ne seront pas renvoyées.

Si vous avez des questions d'ordre général sur comment faire affaire avec TPSGC, consultez le site Web <http://achatsetventes.gc.ca>. Vous y trouverez des renseignements, des outils et de l'aide pour exécuter les tâches liées à la vente de biens et de services au gouvernement du CANADA. Par exemple, vous apprendrez comment vendre des biens et des services au gouvernement et inscrire votre entreprise.

Vous trouverez également des séminaires sur la façon de faire affaire avec le gouvernement du CANADA à l'adresse suivante :

<https://achatsetventes.gc.ca/calendrier-des-evenements>

Le gouvernement se réserve le droit de négocier les conditions des marchés passés avec les fournisseurs.

PARTIE II

Questions à l'industrie

À des fins d'examen, le CANADA demande aux répondants de lui faire part de leurs commentaires et de leurs observations sur les questions ci-dessous.

Les répondants ne doivent pas hésiter à commenter tout aspect de la présente demande de renseignements et à formuler des commentaires ou des recommandations générales concernant ce projet.

Ils doivent répondre aux questions en tenant compte du contexte décrit dans le document et fournir les renseignements demandés. Ils sont aussi invités à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles d'aider le CANADA à déterminer quelle est la meilleure façon de procéder.

1. Veuillez fournir les études de cas et les modèles opérationnels qui pourraient aider le gouvernement à choisir la ou les meilleures solutions de mise hors service des navires.
2. Avec l'expérience que vous possédez et d'après les renseignements qui figurent dans la DDR, combien de temps vous faudra-t-il pour commencer à effectuer les activités de mise hors service, une fois qu'un éventuel contrat vous aura été accordé?
3. Avec l'expérience que vous possédez et d'après les renseignements qui figurent dans la DDR, quelle sera la durée approximative du processus de mise en service d'un navire?
4. Quelle expérience faut-il posséder pour mener à bien les activités de mise hors service décrites dans la PARTIE III – Besoins prévus?
5. Selon vous, quels sont les principaux risques de ce genre de projet et quelles mesures le CANADA devrait-il prendre pour les réduire? Veuillez indiquer les risques auxquels vous vous exposez du point de vue de la planification, de la migration, de la mise en œuvre et de la maintenance.
6. Pour dépenser l'argent des contribuables de la manière la plus judicieuse possible, quels éléments le CANADA devrait-il utiliser pour évaluer la qualité et les compétences des fournisseurs, ainsi que l'efficacité des stratégies proposées?
7. L'industrie s'attend-elle à ce que la gestion des données techniques de chaque navire et de chaque classe de navire soit comprise dans le projet?

PARTIE III Besoins prévus

Voici une description des éventuels besoins obtenue à partir des renseignements réunis à ce jour. Ces besoins sont susceptibles de changer. Cette description est fournie à l'industrie afin de lui permettre de formuler des commentaires et de faire des recommandations lorsqu'elle répondra à la DDR. En outre, l'industrie est invitée à formuler par écrit des commentaires et des recommandations sur tous les sujets qu'elle jugera bon d'aborder.

1. Obligation

Le CANADA a l'obligation de mettre hors service de manière sécuritaire quatre navires ayant atteint la fin de leur durée de vie opérationnelle. Il s'agit des Navires canadiens de Sa Majesté (NCSM) *Protecteur* et *Preserver*, de deux pétroliers ravitailleurs d'escadre (AOR) de la classe *Protecteur*, ainsi que des deux navires lance-missiles de la classe *Iroquois*, les NCSM *Iroquois* et *Algonquin*. Un troisième navire lance-missiles de la classe *Iroquois* pourrait être ajouté ultérieurement à cette liste. Il est prévu que les travaux associés à cette obligation seront terminés dans un délai de 5 ans à compter de 2015.

L'entrepreneur devra préparer les navires en prévision de leur transport, les transporter sur le site approuvé, démilitariser les marchandises contrôlées, rendre le matériel de musée et les démonter (pour mise au rebut ou recyclage des divers composants) de manière efficace et écologique et en conformité avec les lois canadiennes ainsi que les modalités du contrat. Tous les composants de structure au-dessus du pont principal, les composants entre le pont et la quille et les équipements, les machines et autres composants installés sur ou dans la structure devront être nettoyés, récupérés, recyclés, réutilisés ou éliminés conformément aux règlements en vigueur. L'entrepreneur pourra également être chargé de la mise au rebut des pièces de rechange des navires répertoriées dans le Système d'approvisionnement des Forces canadiennes (SAFC) et de la prise en compte dans le système des éléments adaptés restés à bord.

Pour pouvoir s'acquitter de ces obligations, l'entrepreneur devra respecter les conditions suivantes :

2. Installations

L'entrepreneur doit avoir accès à un « **site approuvé** ». Par **site approuvé**, il faut entendre toutes les installations (p. ex., sites multiples) permettant d'effectuer les activités de découpe du navire, de traitement et de mise au rebut des déchets dangereux, ainsi que de recyclage des matériaux recyclables. Un site approuvé désigne :

- un chantier naval, un quai, une cale sèche ou tout autre lieu où un navire peut être démonté;
- un lieu ou une installation qui est destiné(e) à l'élimination des déchets dangereux et autres rebuts et est homologué(e) à cette fin par une autorité compétente de la province dans laquelle se trouve le lieu ou l'installation.

L'entrepreneur se chargera de traiter tous les déchets dangereux et les matériaux recyclables. Il devra adopter une démarche cohérente pour effectuer les activités de découpage, la gestion des déchets dangereux et les activités de recyclage et de mise au rebut. La définition du terme Site approuvé utilisé dans la présente DDR a été tirée de la Convention de Bâle, dont le CANADA est signataire, et adaptée.

2.1 Installations d'accueil

L'entrepreneur doit disposer d'installations pouvant accueillir les types de navire suivants :



Type/Nom	Destroyer de la classe Iroquois
Nom	NCSM IROQUOIS
Année de construction	Mis en service le 29 juillet 1972
Lieu	Nouvelle-Écosse
Nom	NCSM ALGONQUIN
Année de construction	Mis en service le 3 novembre 1973
Lieu	Colombie-Britannique
Nom	NCSM ATHABASKAN
Année de construction	Mis en service le 30 septembre 1972
Lieu	Nouvelle-Écosse
Principales dimensions	
Longueur hors tout	129,8 m (425,9 pi)
Longueur entre perpendiculaires	121,3 m (398 pi)
Largeur hors membrures	15,24 m (50 pi)
Creux sur quille	8,99 m (29,5 pi)
Déplacement	Environ 5 100 tf
Tirant d'eau avant le long du quai	Environ 13,6 pi
Tirant d'eau arrière le long du quai	Environ 14 pi



Nom du type	Pétroliers ravitailleurs de la classe Protecteur
Nom	NCSM PROTECTEUR
Année de construction	Mis en service le 30 août 1969
Lieu	Colombie-Britannique
Nom	NCSM PRESERVER
Lieu	Nouvelle-Écosse
Année de construction	Mis en service le 7 août 1970
Principales dimensions	
Longueur hors tout	171,9 m (564 pi)
Longueur entre perpendiculaires	162,5 m (533 pi)
Largeur hors membrures	23,2 m (76 pi)
Creux sur quille	12,3 m (40,5 pi)
Déplacement	Environ 22 200 tf
Tirant d'eau avant le long du quai	Environ 25 pi
Tirant d'eau arrière le long du quai	Environ 25 pi

2.2 Traitement écologique

L'entrepreneur doit être en mesure de traiter et d'éliminer, de manière sécuritaire, les matières dangereuses restant sur les navires. Un rapport d'évaluation environnementale devra être fourni pour chacun des navires. Il faut partir du principe que les matériaux ci-dessous sont présents sur les navires et que des mesures d'élimination adéquates doivent être prises pour chacun des matériaux :

- Matériaux contenant de l'amiante;
- Matériaux contenant des métaux lourds (peintures, matériaux d'étanchéité, matériaux de soudure, anodes, etc.);
- Matériaux contenant du polychlorobiphényle (PCB), comme la peinture et les gaines de câbles;
- Composants électroniques contenant du mercure;
- Substances appauvrissant la couche d'ozone (possible);
- Résidus de produits pétroliers;
- Matières radioactives.

L'entrepreneur sera tenu d'éliminer tous les déchets et **déchets contrôlés** susmentionnés. Le terme **Déchet contrôlé** est défini par l'autorité compétente du lieu où se trouve le producteur de déchets, les installations de traitement et celles d'élimination. Les déchets contrôlés sont les déchets soumis aux réglementations adoptées par les autorités compétentes. Ces réglementations englobent celles adoptées par le gouvernement fédéral du Canada, le gouvernement provincial du lieu où est situé le site approuvé, ainsi que les organismes responsables des conventions internationales signées par le gouvernement canadien. Les déchets contrôlés englobent les déchets dangereux, les déchets non dangereux réglementés (comme les matériaux contenant de l'amiante), les matériaux recyclables et les déchets non dangereux non réglementés.

2.3 Santé et sécurité

Comme il a été mentionné ci-dessus dans la section **2.2 Traitement écologique**, l'entrepreneur pourra avoir à traiter des matières et des déchets dangereux. Il devra donc mettre sur pied un programme de santé et de sécurité adéquat, conformément à la réglementation fédérale et provinciale.

Déchet dangereux : Conformément à la définition du terme par l'autorité compétente du site approuvé.

Matière dangereuse : Une matière qui représente un danger pour les travailleurs chargés des travaux.

2.4 Marchandises contrôlées et sécurité

L'entrepreneur devra fort probablement traiter des marchandises contrôlées et, en conséquence, obtenir les autorisations nécessaires avant l'attribution du contrat. Il pourrait avoir à démilitariser certaines marchandises contrôlées restant sur le navire et devoir les retourner au CANADA. L'entrepreneur devra donc être inscrit au Programme des marchandises contrôlées. Un rapport d'évaluation des marchandises contrôlées devra être fourni pour chacun des navires.

Les définitions suivantes sont associées au traitement des marchandises contrôlées :

ATTC (Accès et transfert de la technologie contrôlée) : bureau chargé de coordonner, au sein du ministère de la Défense nationale (MDN), la réglementation canadienne relative aux marchandises contrôlées. Il conseille le MDN sur les questions touchant aux marchandises contrôlées et les International Traffic in Arms Regulations (ITAR).

Marchandises contrôlées : les biens matériels qui sont considérés comme des marchandises contrôlées, aux termes de la partie 2 de la [Loi sur la production de défense](#), sont protégés adéquatement afin d'éviter la consultation et la possession non autorisée ou le transfert illégal de ceux-ci et ils sont administrés en conformité avec la Directive sur les marchandises contrôlées du Conseil du Trésor. Les marchandises suivantes (et les technologies connexes) figurent en annexe de la [Liste des marchandises et](#)

technologies d'exportation contrôlées et sont décrites plus en détail dans le Guide des contrôles à l'exportation du CANADA :

- a. Groupe 2 (munitions) : les marchandises décrites à l'article 2001 qui sont des armes à feu prohibées aux termes de l'alinéa c) du paragraphe 84(1)^[2] du Code criminel;
- b. Groupe 2 (munitions) : les marchandises décrites à l'article 2003 qui sont des munitions d'un calibre supérieur à 12,7 mm;
- c. Groupe 2 (munitions) : les marchandises décrites aux articles 2002 et 2004 à 2022;
- d. Groupe 5 (marchandises diverses) : les marchandises décrites à l'article 5504;
- e. Groupe 6 (régime de contrôle de la technologie des missiles) : Toutes les marchandises décrites.

Démilitarisation : action irréversible qui consiste à faire en sorte qu'un article ne puisse plus être utilisé aux fins militaires ou stratégiques pour lesquelles il est prévu.

PARTIE IV Réponse à la DDR

Le CANADA demande des répondants à cette DDR qu'ils soumettent leur réponse en se conformant aux exigences suivantes. Les répondants devraient énoncer toute hypothèse, en plus d'identifier et de fournir toute information manquante dont on aurait besoin afin d'identifier un entrepreneur capable d'éliminer des navires de manière sécuritaire.

Stratégie d'approvisionnement

Le CANADA a l'obligation de mettre hors service de manière sécuritaire quatre navires ayant atteint la fin de leur durée de vie opérationnelle. Il s'agit des Navires canadiens de Sa Majesté (NCSM) *Protecteur* et *Preserver*, de deux pétroliers ravitailleurs d'escadre (AOR) de la catégorie *Protecteur*, ainsi que de deux navires lance-missiles de la catégorie *Iroquois*, soit les NCSM *Iroquois* et *Algonquin*. Un troisième navire lance-missiles de la catégorie *Iroquois* pourrait être ajouté ultérieurement à cette liste.

L'entrepreneur devra préparer chaque navire en prévision de son transport, le transporter sur le site approuvé, démilitariser les marchandises contrôlées, rendre le matériel de musée et le démonter ensuite (pour mise au rebut ou recyclage) de manière efficace et écologique et en conformité avec les lois canadiennes et les modalités du contrat. Tous les composants de structure au-dessus du pont principal, les composants entre le pont et la quille et les équipements, les machines et autres composants installés sur ou dans la structure devront être nettoyés, récupérés, recyclés, réutilisés ou éliminés conformément aux règlements en vigueur. L'entrepreneur peut être également tenu de disposer des pièces de rechange du navire qu'on détient dans le Système d'approvisionnement des Forces canadiennes.

Le CANADA s'attend à ce que la stratégie la plus rentable afin de procéder au démontage sécuritaire des 4 navires consiste à regrouper ce besoin dans un même contrat. Si l'approche regroupée est impossible à réaliser, le répondant peut présenter des approches alternatives tenant compte de la taille du navire, des contraintes logistiques, etc. Si le répondant présente une approche alternative, le CANADA demande qu'il justifie l'approche proposée en soumettant des documents appropriés à l'appui.

Capacité de l'industrie

Se basant sur la PARTIE III – Besoins prévus, le CANADA est d'avis que les critères d'évaluation suivants l'aideraient à déterminer la capacité de l'industrie de réaliser les travaux.

L'industrie devrait présenter un motif ou une justification si elle considère qu'un besoin est absent, qu'il ne s'applique pas ou qu'on doit le définir de manière plus détaillée.

1. Expérience en matière de transfert de navires

L'entrepreneur peut être tenu de transférer le navire de catégorie IRO/PTR vers son site approuvé. Aux fins de cette DDR, le répondant devrait décrire son expérience en matière de transfert de navires. Si celui-ci ne possède aucune expérience à ce niveau, il devrait décrire la façon dont il acquerra cette expérience.

Tout dépendant de l'emplacement du navire, le répondant devrait identifier les principaux risques et contraintes entourant le transfert des navires vers le site qu'il a approuvé.

2. Expérience en matière de désarmement de navires

L'entrepreneur devra comprendre les processus de désarmement des navires, ainsi que les méthodes, les procédures et l'enchaînement des opérations entrant dans le cadre du désarmement d'un navire dans la mesure où elles s'appliquent aux catégories de navire IRO et PTR sur le site approuvé qu'il a choisi.

Aux fins de cette DDR, le répondant devra :

- préparer une description écrite de sa propre expérience dans le cadre de projets de désarmement de navires de taille et de complexité comparables, incluant les aspects ayant trait à la production de déchets (types et quantités de déchets), ainsi que les déchets dangereux et les risques pour la santé et la sécurité;
- fournir un exemple récent de projet de désarmement de navire qu'il s'est vu confier et qui impliquait l'élimination de déchets et de matières recyclables semblables à ceux énoncés dans le Tableau des matériaux relevés à la section 4.

3. Expérience de travail avec des marchandises contrôlées

L'entrepreneur devra fournir une copie du certificat d'inscription au Programme des marchandises contrôlées (PMC) qu'il doit détenir afin d'effectuer la protection, la manutention, la dépose, l'étiquetage et la démilitarisation des marchandises contrôlées. Le répondant devra démontrer son expérience dans la manutention des marchandises contrôlées, incluant la démilitarisation de ces marchandises.

4. Installations – Site approuvé

L'entrepreneur doit posséder les installations, la capacité et les approbations nécessaires afin de procéder aux activités d'élimination et de recyclage sur les sites approuvés. L'entrepreneur devra sécuriser le navire, manier divers matériaux et éliminer ou recycler tous les matériaux qui sont demeurés sur le navire.

Le répondant devra faire la démonstration des installations souhaitées dans la mesure où elles concernent les opérations d'élimination et de recyclage, incluant les matériaux énumérés dans le Tableau des matériaux relevés ci-dessous.

Tableau des matériaux relevés – Le répondant doit compléter et retourner ce tableau en réponse à cette DDR.

Type de déchet relevé	Nom de l'opération d'élimination	Endroit et territoire	Certificat/ Type et n° d'approbation
Matériaux contenant de l'amiante			
Métaux (incluant le plomb) présents dans la peinture			
Métaux lourds présents dans les matériaux (éclats, soudure, anodes, etc.)			
Matériaux contenant des biphenyles polychlorés (BPC)			
Mercure présent dans les produits électroniques			
Substances appauvrissant la couche d'ozone (possibles)			
Résidus d'huile de pétrole et de lubrifiant			
Matières radioactives			

5. Gestion environnementale

L'entrepreneur devra gérer et réduire les types et les quantités de matériaux (qui deviendront des déchets) dont la présence a été relevée à bord des navires. Des procédures et des procédés appropriés doivent être en place, et notamment en ce qui a trait à l'identification (échantillonnage/analyse), à la réduction, au retrait, au traitement, à l'entreposage, au transport et à l'élimination.

Aux fins de cette DDR, le répondant devrait décrire le système de gestion environnementale qu'il a mis en place sur son site approuvé, ainsi que sa capacité de gérer le processus d'élimination des déchets énoncés dans le Tableau des matériaux relevés, incluant la façon dont il intégrera ces activités au processus de désarmement du navire.

Le répondant devrait démontrer qu'il possède l'expertise nécessaire en matière de protection de l'environnement dans un milieu marin. Celui-ci devrait également identifier les règlements en vigueur, incluant les exigences au niveau fédéral, provincial et local.

6. Santé et sécurité

L'entrepreneur devra comprendre les risques importants sur le plan de la santé et la sécurité au travail (SST) auxquels les travailleurs pourraient être exposés au cours de l'élimination/du recyclage de ces catégories de navires, en plus de décrire les méthodes et les procédures mises en œuvre pour protéger les travailleurs sur le site approuvé.

Aux fins de cette DDR, le répondant devrait décrire par écrit le système de gestion de la SST qu'il a mis en place sur le site approuvé, ainsi que la façon dont ce système protège les travailleurs des risques auxquels ils seraient exposés, par exemple, au cours des activités suivantes qui sont réalisées sur le site approuvé :

- Émanations de gaz au cours des opérations de brûlage et de soudage;
- Opérations de brûlage sur l'acier et l'aluminium recouverts de peinture dont la teneur en plomb excède 0,5 % par poids;
- Désamiantage;
- Manutention de câbles contenant des BPC dans des concentrations dépassant 50 parties par million par poids;
- Élimination des moisissures;
- Accès à des espaces clos.

7. Équipe de projet

Le répondant devrait démontrer qu'il possède ou possèdera le personnel nécessaire sur lequel il pourra compter afin de réaliser le projet et que ces employés détiennent les compétences nécessaires afin d'atteindre avec succès les objectifs du projet. Celui-ci devra également identifier cinq employés clés qui seront affectés au projet en précisant leurs rôles, ainsi que la relation qui existe entre eux.